

Avril-Mai/2011

N° 115

Sommaire

RÉFORMES

2

- Le 6^{ème} congrès du parti communiste cubain : changements dans la continuité 2
- Changements à Cuba : « *sin prisas pero sin pausa* (*) » 5
- *Lineamientos* et réformes structurelles, fruit du réalisme économique 6

REFORMES

10

- Leçons du passé : l'expérience vietnamienne 10
- Nouvelle politique de crédit pour soutenir les réformes. 13

TOURISME

14

- Bonne tenue du secteur touristique au 1^{er} trimestre 2011 14

ENERGIE

17

- Point sur les énergies renouvelables 17

AGRICULTURE

20

- Production de sucre à Cuba 20

AGENDA

21

- Séminaire ALBA 21
- Atelier Cuba 23
- Visite du CIGB 24

LETTRE EXPRESS

25

- Lettre express 25



ÉDITORIAL

UN CONGRÈS DU PCC HISTORIQUE

Le VI^{ème} Congrès du Parti Communiste Cubain a clos ses travaux le 19 avril 2011 et la version définitive des lignes directrices de la politique économique tant attendue, résultat de plusieurs mois de consultations, a été publiée le 9 mai dernier et mise en ligne le 10 mai (<http://www.cubadebate.cu/wp-content/uploads/2011/05/folleto-lineamientos-vi-cong.pdf>)

La publication de ce numéro de la Lettre de La Havane a été différée pour tenir compte de ce calendrier et couvrir un événement de caractère exceptionnel de par son impact sur la vie économique à Cuba.

Certains auront été déçus par les décisions du Congrès lui reprochant la timidité des réformes, ainsi que l'aspect encore flou de certaines mesures pouvant pourtant avoir un effet sur la vie quotidienne des Cubains (acquisition et transmission d'un patrimoine immobilier, acquisition d'un véhicule, assouplissement des voyages à l'étranger) : les textes législatifs et réglementaires doivent encore être votés et le calendrier n'a pas été annoncé.

Mais la grande majorité des observateurs reconnaît le caractère historique de ce Congrès sans précédent dans sa préparation et dans son processus de décision :

- En novembre 2010, 100 000 exemplaires du projet de lignes directrices sont vendus au prix symbolique de 1 peso national (CUP).
- Après avoir été soumis aux débats populaires pendant 3 mois (du 1^{er} décembre au 28 février), plus de 8 millions de Cubains auraient participé à 163 000 réunions qui ont donné lieu à plus de 3 millions d'interventions, le document a été amendé puis entériné lors du VI^{ème} congrès.
- Le nouveau document présente l'armature de la nouvelle politique économique et sociale et est accompagné d'un texte explicatif qui liste les amendements et les justifie en toute « transparence ».

Il est également historique au niveau du thème retenu : l'adoption d'une nouvelle politique économique justifiée par le besoin d'une actualisation nécessaire du modèle cubain, qui ne répondait plus au défi de la mondialisation et de la crise économique et financière et surtout aux besoins de la population.

LETTRE PAYS

Enfin, si beaucoup de mesures annoncées n'auront pas d'impact immédiat sur la situation économique du pays, des ouvertures sans précédent auront été réalisées dans des domaines inattendus par rapport à l'idéologie défendue par le Parti, à savoir la mise en place d'une véritable politique fiscale avec des mesures d'incitation fiscale dans certains secteurs et notamment le secteur privé, l'accès au crédit ouvert non seulement aux entreprises en compte propre mais également à tout Cubain (perspectives de développement d'un crédit à la consommation), une privatisation larvée des terres agricoles face aux résultats catastrophiques de l'agriculture d'Etat.

On pourra certes regretter que ce Congrès n'ait pas saisi l'occasion pour adopter une stratégie claire en matière d'accueil et de promotion des investissements directs étrangers qui risquera de lui faire défaut dans la tentative de rendre le secteur étatique plus performant et efficace.

Mais compte tenu des avancées réalisées lors de ce Congrès, il s'agit là peut-être simplement du prochain chantier à ouvrir ou de la variable d'ajustement à mettre en place si les mesures annoncées ne produisent pas suffisamment et rapidement leurs effets.

Christian BENOIT

Chef du Service économique

christian.benoit@dgtresor.gouv.fr

RÉFORMES

Felix Mwenetombwe

felix.mwenetombwe@dgtresor.gouv.fr

(*) Afin de mener les transformations nécessaires (avec une modification possible de la Constitution), une commission permanente a été créée. Elle est dirigée par le Vice président du Conseil des Ministres et ancien Ministre de l'Economie et de la planification, Marino Murillo Jorge. L'Assemblée nationale populaire est ensuite chargée de voter les propositions de lois.

Le 6^{ème} congrès du parti communiste cubain : changements dans la continuité

- **Le 6^{ème} congrès du Parti confirme l'actualisation du modèle économique cubain**

Le 6^{ème} congrès du Parti communiste cubain (PCC) qui s'est déroulé du 16 au 19 avril 2011, a entériné le processus de réformes visant à actualiser le modèle économique du pays. Les grandes orientations sont inscrites dans les lignes directrices de la future politique économique et sociale (*lineamientos*). Selon les autorités, les *lineamientos* reflètent la volonté du peuple telle qu'exprimée lors des débats et du congrès. Elles n'ont pour l'instant qu'une valeur d'intention générale et se doteront d'une force juridique qu'après leur transcription en texte de loi (*).

Premier Secrétaire :

Raúl Castro Ruz (79 ans)

Deuxième Secrétaire :

José Ramón Machado Ventura (80 ans)

Troisième Secrétaire :

Ramiro Valdés (79 ans)

Entrée dans le bureau politique de Murillo Jorge et Adel Yzquierdo Rodríguez (Ministre de l'Economie et de la planification).

Le comité central comporte 21 officiels en fonction et plusieurs autres à la retraite sur un total de 115 membres.

(***) 8 913 838 sur 11 millions d'habitants.

Parmi les 291 propositions contenues dans le projet de lignes directrices, 181 ont été reformulées. Les propositions restantes ont été soit fusionnées (16) soit laissées inchangées (94). 36 nouvelles propositions ont également été incorporées. Au total, 68 % des propositions contenues dans le projet ont été reformulées. Le document présenté au congrès pour débats puis vote comporterait selon le Chef de l'Etat 311 propositions.

(****) *La libreta de abastecimientos [...] este sistema de racionamiento que, a pesar de su nocivo carácter igualitarista [...] no faltan ejemplos absurdos como que el café normado se abastece hasta a los recién nacidos. Lo mismo pasaba con los cigarros hasta septiembre del 2010 que se surtía sin distinguir a fumadores y no fumadores [...].* Discours du Chef de l'Etat, 16 avril 2011.

▪ **Annoncé comme exclusivement économique, le 6^{ème} congrès du Parti a été éminemment politique**

Le 6^{ème} congrès marque un peu plus la « raulisation » des instances du pouvoir. Le renouvellement des organes de direction a donné lieu à des mouvements discrets mais non moins importants. La présence des militaires s'est accrue de manière patente dans le bureau politique (6 sur 15, contre 6 sur 24 pour le précédent bureau) et au comité central. Le Chef de l'Etat, Raúl Castro, a remplacé son frère à la tête du Parti, renforçant un peu plus son contrôle sur les leviers du pouvoir. Le renforcement de la marge de manœuvre du Chef de l'Etat pourrait faciliter la mise en œuvre de sa stratégie économique. Pour ceux qui espéraient un rajeunissement des cadres dirigeants, en particulier au sein du bureau politique, l'effervescence est vite retombée. Les caciques du régime maintiennent leur contrôle ; conservatisme qui pourrait servir à cimenter ou peut être juste à fédérer les différentes forces politiques sous jacentes. Alors que Cuba s'apprête à connaître de profondes transformations, l'unité est plus que jamais recherchée.

▪ **Malgré la reformulation annoncée de la majorité des propositions, l'ajustement du modèle économique demeure fondamental**

Selon le Chef de l'Etat, presque 9 millions de cubains (***) ont participé aux débats populaires. 163 000 réunions ont été organisées. Elles ont donné lieu à plus de 3 millions d'interventions. L'organisation d'un tel exercice (débat populaire) sur l'échelle nationale sert au moins trois objectifs : (i) forger un consensus national autour des lignes directrices, (ii) légitimer les réformes et (iii) prendre le pouls social afin de déterminer le rythme des réformes. Sur ce dernier point, la population a pu exprimer ses doutes et préoccupations mais aussi faire part de suggestions.

Selon le Chef de l'Etat, les ¾ des interventions se sont concentrées sur 5 chapitres (sur un total de 12) traitant des volets sociaux, macroéconomiques, constructions/logements, transports et modèles de gestion économique. Les principales craintes de la population portent évidemment sur la suppression annoncée du carnet d'approvisionnement « libreta » (proposition 162), dans un contexte où les salaires restent faibles. Le Chef de l'Etat s'est voulu rassurant, en rappelant que la suppression de la libreta n'était pas un objectif en soi, mais s'inscrivait dans un ensemble plus vaste d'ajustements nécessaires. Sa suppression a été repoussée sine die. Elle interviendrait seulement lorsque les conditions minimales seront réunies. Le Chef de l'Etat a également insisté sur le caractère socialiste du modèle cubain tout en mettant en exergue certaines de ces absurdités (****). Ces écueils justifient, selon lui, la nécessaire poursuite de la rectification du système économique cubain.

Les produits offerts par la *libreta* sont fortement subventionnés. La suppression de la *libreta* nécessitera au préalable une convergence avec leur prix sur le marché libre et parallèlement, une hausse des salaires afin de garantir le pouvoir d'achat des ménages. Pour des raisons budgétaires, mais aussi pour limiter les externalités (notamment une poussée de l'inflation), ces ajustements ne peuvent être que graduels.

Le renchérissement des prix mondiaux depuis le dernier trimestre de 2010 ont alourdi de 800 MUSD la facture des importations. Le Chef de l'Etat a par ailleurs annoncé des réajustements dans le volume de produits importés.

Prix du nickel à 27 000 USD la tonne en moyenne au 1^{er} trimestre de 2011.

Elle servirait à atteindre les objectifs de long terme (amélioration du bien être et croissance) et à prémunir le pays contre les situations de vulnérabilités. Dans cette perspective, davantage de rationalité économique et de productivité sont recherchées. La rectification du système passera notamment par le rétablissement des finances publiques (baisse des dépenses publiques et hausse des recettes fiscales) et des comptes extérieurs (notamment la balance commerciale).

- **Le congrès n'a pas offert une visibilité claire sur le profil futur du modèle économique cubain**

Le congrès n'a pas permis de lever le voile sur le profil futur du modèle économique cubain. Le chemin est tracé mais la destination reste incertaine. D'aucuns pourraient se demander si Cuba se dirige véritablement vers une transformation de son système ou plutôt vers un simple réaménagement de l'Etat providence. En pratique, la marge de manœuvre est étroite d'autant que les alternatives sont contraintes par l'existence d'antagonismes entre les nécessités économiques et les possibilités politique et sociale. Comme dans le passé, le pragmatisme sera de rigueur mais, selon le Chef de l'Etat, l'empreinte socialiste se maintiendra en dépit des ouvertures économiques. Tout l'enjeu dès lors est d'apprécier l'aptitude des gouvernants à mettre en œuvre les réformes. Ceci ramène aux mouvements qui ont eu lieu durant le 6^{ème} congrès. La composition du nouveau comité central n'est pas anodine (seulement 48 membres ont été reconduits ; la plupart des militaires) car du profil des nouveaux dirigeants, dépendra le rythme et l'ampleur des réformes. Parallèlement, il ressort du discours du Chef de l'Etat un possible ralentissement de la cadence des réformes. Le processus pourrait être appesanti par la nécessité de compromis afin de préserver la stabilité sociale.

Alors que la rectification semblait urgente (discours du 1^{er} aout et du 18 décembre 2010), plusieurs éléments pourraient expliquer ce revirement : résistance sociale, amélioration des exportations cubaines (nickel, tourisme, etc.), bonne tenue du Venezuela qui bénéficie des prix hauts du pétrole (et donc éloigne pour un temps le risque de coupes dans les subsides octroyés à Cuba), etc. Par conséquent, le processus pourrait être heurté plutôt que linéaire avec un rythme qui serait déterminé par les chocs endogènes (résistances internes, etc.) et exogènes (prix mondiaux, aléas climatiques, etc.).

Felix Mwenetombwe

Felix.Mwenetombwe@dgtresor.gouv.fr

(*) « sans hâte ni pause »

Changements à Cuba : « *sin prisas pero sin pausa* (*) »

- En 2008, les ouragans et la crise financière internationale rabattent les cartes économiques. Ils forcent Cuba à des ajustements drastiques

Trois ouragans touchent le pays en 2008. Ils causent d'importants dégâts, estimés à près de 10 Mds USD, soit 20 % du PIB. Durant l'été, les produits énergétiques et alimentaires se renchérissent, alourdissant la facture des importations. A l'automne, la propagation de la crise financière internationale n'épargne pas Cuba. Alors que le pays est relativement peu intégré aux marchés financiers mondiaux, les canaux de transmissions de la crise passent du volet externe de l'économie (chute du cours du nickel, tassement du secteur touristique, accès difficile aux financements extérieurs, etc.) à son volet interne (dégradation des finances publiques, effondrement des réserves de change, etc.). Les incohérences du système économique cubain sont exacerbées par la crise, précipitant le pays dans une crise de solvabilité. Pour éviter la faillite, un plan d'urgence de stabilisation est adopté. Il sera drastique (blocage des transferts privés vers l'extérieur, arriérés de paiements, coupes dans les importations, etc.). Il permettra toutefois de réaliser les économies nécessaires à la préservation des équilibres intérieurs et extérieurs. L'application du plan a également exigé une centralisation accrue de la politique économique. La stabilisation de l'économie, puis la reconstitution des réserves de change donnent une marge de manœuvre aux autorités pour entamer la seconde phase nécessaire des ajustements ; celle des réformes structurelles.

- Montée en puissance des forces armées dans la gouvernance économique

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'armée cubaine doit s'autofinancer. Pour le faire, elle s'engage dans plusieurs activités (tourisme, immobilier, banque et services financiers, chaînes de boutiques en devises, télécommunications, etc.). Elle met en place le « *perfeccionamiento empresarial* » ; technique de gestion moderne et très efficace.

Actuellement, le ministère des Forces armées révolutionnaires (Minfar) contrôlerait au moins la moitié de l'économie. Depuis l'arrivée au pouvoir du général Raúl Castro, le Minfar a progressivement étendu son influence à la gouvernance macroéconomique. La crise de solvabilité de 2008/09 a placé l'économie comme un enjeu de sécurité nationale. L'improvisation est interdite et l'adaptation de l'Etat par une gestion rigoureuse devient le mot d'ordre. A l'issue du 6^{ème} congrès du Parti communiste, les militaires ont renforcé leur présence au sein du bureau politique du Parti (6 membres sur 15, contre 6 sur 24 dans l'ancien bureau) et au comité central.

- **Evolution de la rhétorique des officiels afin d'ancrer les anticipations : la crise n'est plus conjoncturelle mais structurelle**

Le modèle cubain « ne fonctionne plus », estime Fidel Castro lors de l'interview accordée à Jeffrey Goldberg (*The Atlantic*, 8 septembre 2010). Cette phrase qui a donné lieu à diverses interprétations et polémiques, marque clairement un soutien aux réformes promues depuis des années par son frère, Raúl Castro. Depuis la crise, le discours des officiels a nettement évolué ; il n'est désormais plus question de crise internationale ou de simple crise de liquidité conjoncturelle, mais d'un réel problème structurel. L'égalitarisme tant recherché depuis des décennies est à présent responsable de tous les maux, d'où la nécessité pour le Chef de l'Etat d'éliminer progressivement plusieurs subventions et d'indexer le salaire sur la productivité. Le 1^{er} août 2010, le Chef de l'Etat annonce à l'Assemblée nationale populaire (ANP) l'adoption « de décisions importantes qui constituent un changement structurel et conceptuel ». Elles visent à « préserver et développer le système social ». Parmi elles, l'ouverture d'activités économiques au secteur privé et la réduction des effectifs pléthoriques du secteur public (plus de 8 cubains sur 10 sont employés de l'Etat). Le 14 septembre 2010, la centrale des travailleurs cubains (CTC) précise l'ampleur des suppressions : 500 000 postes publics à échoir à la fin du 1^{er} trimestre de 2011. Les personnes mis en disponibilité recevront leur salaire à taux plein le 1^{er} mois, puis une indemnité chômage représentant 60 % de leur salaire sur une durée variable selon l'ancienneté. En plus d'alléger les dépenses sociales de l'Etat, le versement limité dans le temps de l'indemnité vise à accélérer le recyclage dans le secteur privé. L'Etat paternaliste n'est plus en mesure de supporter le coût de certaines politiques sociales, telle est la teneur de l'intervention à l'Assemblée nationale de Marino Murillo Jorge (15 décembre), alors Ministre de l'Economie et de la planification (MEP). Les inefficacités du système génèrent des gaspillages. Pour le Chef de l'Etat, il faut fuir l'écueil de l'immobilisme mais sans tomber dans la précipitation (« *paso a paso pero sin prisa* », dixit Raul Castro). Le pays s'engage dans un processus très graduel de réformes dûment préparées. Pour le Chef de l'Etat, il n'y a pas de place pour l'improvisation.

Lineamientos et réformes structurelles, fruit du réalisme économique

Felix Mwenetombwe

Felix.Mwenetombwe@dgtresor.gouv.fr

Antoinette Celestin

Antoinette.Celestin@dgtresor.gouv.fr

En novembre 2010, 100 000 exemplaires du projet de lignes directrices (los lineamientos) sont vendus au prix symbolique de 1 peso national (CUP). Après avoir été soumis aux débats populaires pendant 3 mois (du 1^{er} décembre au 28 février), le document a été amendé puis entériné lors du 6^{ème} congrès et la version définitive publiée lundi 9 mai. Le document

A noter que la « rectification » économique est déjà engagée : les réformes se sont d'abord cantonnées à certaines zones puis limitées à certains secteurs (expériences pilotes) avant de devenir plus amples.

qui comprend à présent 313 dispositions (dont 2 nouvelles à la suite de son examen lors du Congrès) présente l'armature de la nouvelle politique économique et sociale. Les ajustements mentionnés dans le document visent à rendre l'économie plus équilibrée, à partager la valeur ajoutée en fonction de la productivité et à réduire l'économie informelle. Elles pourraient permettre au pays de trouver de nouveaux ressorts pour la croissance. Pour éviter un inventaire à la Prévert, de grands axes peuvent être dégagés :

➤ **Mesures visant à rééquilibrer les finances publiques**

- *Réorientation des dépenses publiques*

Le projet final confirme la rationalisation des dépenses publiques, qui passera par une réduction des subventions étatiques. La suppression de la *libreta* (carnet d'approvisionnement) est maintenue mais le processus est reporté sine die. Les subventions sociales seront davantage ciblées à certaines catégories de population (enfants, malades, personnes âgées).


Le document mentionne la réduction des subventions aux entreprises publiques ainsi que la fermeture des sociétés étatiques non rentables qui seront soit soumises à une procédure de liquidation judiciaire soit privatisées (« transformation en entité de gestion non étatique »).

- *Recherche de gain de productivité et augmentation des recettes fiscales*

Des mesures d'incitation à la formation de coopératives sont prévues, et ce, afin de favoriser à terme un tissu de petites et moyennes entreprises. L'objectif visé est de stimuler la création de coopératives qui puissent fonctionner sur la base d'entreprises de taille moyenne dans des « secteurs divers ». Jusqu'à présent de telles entités n'existaient que dans le secteur agricole. Ces coopératives pourraient décider librement des salaires et vendre directement leurs produits sur le marché sans intervention de l'Etat.

La productivité des salariés et des entreprises est citée comme centrale. Le document prévoit d'accorder une plus grande autonomie au champ économique tout en gardant une logique rationnelle : assurer la rentabilité des entreprises, permettre l'autofinancement (possible par l'investissement des bénéfices obtenus), rattacher le salaire à la production. La recherche de gains de productivité a un objectif double : permettre une meilleure allocation des ressources et une hausse des recettes fiscales mais également substituer une partie des importations par la production locale. Ceci permettra à terme de résorber le déficit permanent de la balance commerciale.

Si les réformes ont été formellement adoptées par le congrès, certaines mesures visant à assainir les dépenses publiques ont déjà été entreprises. En août 2009, le poste de contrôleur général de la République est créé. Il est en charge de renforcer la discipline budgétaire des institutions publiques. En septembre de la même année, les cantines d'Etat sont fermées. Les travailleurs reçoivent à la place 15 CUP par jour pour se nourrir. La *libreta* perd progressivement de sa substance et les prix de certains produits sont graduellement indexés sur les évolutions des cours



mondiaux (hausse des prix de l'électricité, du carburant et des huiles comestibles). La réduction des effectifs de l'Etat s'avère particulièrement compliquée. La méthode retenue consiste à proposer aux personnes licenciées trois offres d'emplois alternatifs dans un secteur en pénurie de main d'œuvre (agriculture ou construction). En mars 2011, le Chef de l'Etat annonce le report, sans surprise, de la date d'échéance prévue pour la suppression des 500 000 emplois.

➤ **Mesures visant à développer le secteur privé**

Le développement du secteur privé est présenté comme une alternative nécessaire pour absorber le surplus de main d'œuvre du secteur public. Il permettra surtout à l'Etat d'engranger des recettes fiscales supplémentaires et de dynamiser l'économie.

Le processus a déjà commencé en octobre 2010 avec la publication d'une liste détaillée de 178 métiers ouverts à l'initiative privée. La délivrance de licences est, dans un premier temps, ralentie par les lourdeurs administratives. Elle s'accélère toutefois depuis le début 2011. Fin mars, les entrepreneurs en compte propre représentaient 6 % de la population active contre 3 % en 2009 : plus de 200 000 licences ont été délivrées entre octobre 2010 et mars 2011. L'ouverture s'est également accompagnée d'un nouveau système d'imposition fiscale et de la possibilité d'embaucher en dehors du réseau familial. Reste à savoir dans quelle mesure les personnes mises en disponibilité pourront se reconvertir en entrepreneur privé.

➤ **Mesures visant à corriger l'effondrement de la production agricole**

La substitution aux importations reste l'un des principaux axes de la politique commerciale. Pour ce faire, une extension de la surface des terres redistribuées en usufruit est prévue. Cette extension interviendra après la modification du décret loi 259. Depuis 2008, les autorités ont remis en usufruit 1,18 million d'hectares de terres oisives à près de 140 000 agriculteurs pour une durée de dix ans. La mise en valeur de ces terres s'est heurtée au manque de capitaux, à la pénurie de main d'œuvre jeune et qualifiée, aux contradictions dans le circuit de distribution et aux aléas climatiques (sécheresses et ouragans). Malgré ces difficultés, l'agriculture privée (en particulier maraîchère en zone urbaine) connaît un net développement. Les ventes privées de fruits et légumes sont légalisées, tout en restant contrôlées. Progressivement, la production agricole privée devient un palliatif à l'effondrement de la production étatique.

Le financement des investissements sera également facilité par l'octroi de crédits bancaires. Alors que d'aucuns pouvaient penser que cette mesure serait limitée aux entrepreneurs privés (en compte propre et agriculteurs),

elle concernera finalement l'ensemble de la population. Par conséquent, en plus de faciliter les investissements, la nouvelle politique bancaire pourrait autoriser le crédit à la consommation.

➤ **Mesures visant à atténuer la pénurie de logement**

Depuis janvier 2009 les cubains peuvent construire eux-mêmes leur logement. Selon les données de l'ONE, les investissements dans la construction progressent fortement entre 2009 et 2010 (passant de 0,7 % à 2,0 % du PIB) alors que les investissements totaux reculent (de 9,5 % à 9,1 % du PIB). Pour répondre aux difficultés d'approvisionnement, les matériaux de construction passent en janvier 2011 en vente libre (prix non subventionnés).

Le document prévoit la possibilité pour les cubains d'acheter et de vendre librement leur logement. L'application de cette mesure mettra fin à un dispositif en vigueur depuis 1959. Les cubains peuvent déjà accéder à la propriété mais à travers des procédés restrictifs (9/10ème des cubains seraient propriétaires de leur logement). Ils ne peuvent toutefois pas vendre leur logement. Pour les nouvelles générations, l'accès à la propriété est également exacerbé par la pénurie de logement. La population cubaine a recours au permuta (système assimilable à du troc) pour déménager. De manière informelle, les mécanismes intrinsèques du marché opèrent souvent pour faciliter les échanges (transactions financières entre particuliers et présence d'intermédiaires « les corredores de permuta »).

➤ **Mesures visant à flexibiliser la politique migratoire**

Pour voyager, les cubains doivent solliciter auprès des autorités une autorisation de voyage (« tarjeta blanca ») en plus du visa octroyé par le pays récepteur ainsi que d'autres documents. Au final les barrières (obtention de la tarjeta blanca et coût de la procédure) ne permettent pas aux cubains de voyager hormis certaines catégories de population (artistes, sportifs, universitaires, etc.).

L'une des nouveautés du document et qui a fait couler beaucoup d'encre dans la presse (nationale et internationale) est la possible flexibilisation de la politique migratoire pour permettre aux cubains de voyager à l'étranger en tant que touristes. Il est néanmoins trop tôt pour spéculer sur l'impact réel d'une telle réforme dans la mesure où le texte ne mentionne en aucun cas la suppression de la « tarjeta blanca »(*) et que les barrières aux voyages touristiques des cubains sont le plus souvent d'ordre financier (le coût des formalités administratives s'élève aux alentours de 200 à 300 euros).

▪ **Changement de méthodes mais pas de système**

Le document final tant attendu des *lineamientos* présente donc les ajustements nécessaires pour réformer le modèle économique cubain et conforte les objectifs annoncés par le gouvernement ces derniers mois : lever une partie des rigidités du système, donner une plus grande place au secteur non étatique et réorienter les dépenses vers des secteurs porteurs. Le document ne mentionne toutefois pas les outils et mécanismes nécessaires pour la mise en place de telles réformes. A titre d'exemple la promotion des investissements étrangers est certes encouragée mais pas explicitée. Malgré le vocabulaire relativement critique du texte « subventions excessives » « procédure paternaliste », « gratuités indues », les ajustements ne marquent pas un changement du système socialiste mais au contraire permettront d'assurer sa pérennité. La planification, abandonnée ces dernières années au profit d'ajustements à court terme, est de retour. L'ouverture au secteur privé est également

assortie de l'annonce de nouvelles méthodes de contrôle de l'économie, y compris du secteur privé naissant. Si les termes comme productivité et rentabilité semblent devenir les maîtres mots des ajustements, le texte reste marqué par un vocabulaire très militaire « ordre », « discipline » « efficacité ».

- **Processus graduel pour adapter le pays et la population**

Tout changement génère des risques et des opportunités. Pour Cuba, une thérapie de choc pourrait avoir des conséquences imprévisibles. Le processus sera graduel, « *sin prisas pero sin pausa* », affirme le Chef de l'Etat. D'aucuns se demandent si les cubains sont préparés à interagir avec les mécanismes du marché. Fort de l'expérience acquise au travers de la débrouille (*La lucha*) et du système « D », les cubains connaissent déjà les subtilités du marché. Il se meut depuis bien longtemps dans les interstices du système. Reste à prendre en compte les risques qui pourraient peser sur cette dynamique (immobilisme et dogmatisme selon le Chef de l'Etat) et les conséquences qu'auront les réformes sur les acquis de la Révolution, en premier desquelles : la stratification sociale.

REFORMES

Felix Mwenetombwe

Felix.Mwenetombwe@dgtresor.gouv.fr

Biographie :

Xuan Dung et Thi Anh-Dao Tran (2005) :
« Transition et ouverture économique au Vietnam : une différenciation sectorielle »

Nolwen Henaff (2001) :
« Les fonctionnaires vietnamiens dans la transition ».

Gérard Hervouet et Carlyle A. Thayer (2001) : « Armée et Parti au Viêt-Nam : une symbiose au service de l'économie de marché »

Leçons du passé : l'expérience vietnamienne

- **L'économie vietnamienne rendue exsangue par la guerre et les difficultés économiques**

Le Vietnam figure parmi les derniers pays communistes qui aient survécu à l'effondrement du bloc soviétique. Le pays s'est engagé dès la fin des années 1970 dans un processus de transition économique qui, jugé à l'aune des performances de son économie, est plutôt réussi. Alors que le parti communiste continu de contrôler l'échiquier politique, l'armée populaire vietnamienne est plus étroitement associée aux activités économiques (Gérard Hervouet et al. 2001). L'histoire contemporaine du Vietnam est mouvementée ; marquée par les rivalités Est - Ouest. En 1954, les accords de Genève figent la partition du pays le long du 17^{ème} parallèle. La réunification du pays n'intervient qu'en avril 1975, après plusieurs années de guerre qui le laissent exsangue. Ces chocs profonds et la fin de l'aide soviétique décidé par Gorbatchev (1985) contribuent à une révision de la doctrine économique.

- **La transition vietnamienne vise à construire une économie de marché à orientation socialiste**

Pour sortir le pays de la crise, les autorités vietnamiennes s'engagent dans un double processus de transition et de développement. Le *Doi Moi* ; politique du « renouveau » ; est officiellement adoptée en 1986, lors du 6^{ème} congrès du Parti communiste vietnamien (PCV).

(*) Alors que le riz était l'un des principaux produits d'importation en 1988, sa production a nettement augmenté suite à la réforme agricole. Elle a fait passer le pays d'importateur net à exportateur net de riz.

(**) Le Vietnam est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide publique au développement.

(***) Le secteur privé a réussi à compenser les défaillances du système étatique de production et de distribution.

(****) L'Etat garde une place centrale dans l'économie. Les conglomérats publics contribuent à plus du ¼ du PIB.

Toutefois les réformes, en particulier dans l'agriculture (remise de terre arables aux ménages), avaient déjà commencé dès la fin des années 1970. A partir de 1986, la nouvelle stratégie économique promeut un passage vers plus de marché et de secteur privé. L'ensemble de ces mesures visent dans un premier temps à l'autosuffisance alimentaire (*) et plus largement, à faire sortir le pays de son ornière économique. Xuan Dung et al. (2005) décomposent le processus de réforme au Vietnam en trois étapes, étalé sur une décennie : (i) libéralisation et décentralisation économique (1986-1992), (ii) restructuration de l'appareil productif (1992-1995) et, (iii) insertion internationale avec notamment l'entrée du pays dans l'ASEAN (1995) et l'OMC (2007). D'abord lent, le processus de réformes au Vietnam s'accélère à partir de 1991 suite à l'effondrement de l'URSS (Xuan Dung et al. 2005). Cette période est également marquée par l'insertion du Vietnam sur la scène internationale. L'accès aux financements extérieurs (**), facteur important dans tout processus d'ajustement, est facilité par le retour du pays dans les institutions internationales (1993) et la levée de l'embargo américain (1994).

Le passage à un système de marché s'est accompagné d'un recentrage de l'Etat sur ses activités de services publics. La fusion de certains ministères et la fermeture de nombreuses entreprises publiques non rentables ont entraîné des suppressions de poste, non sans une certaine résistance. Entre 1988 et 1994, le secteur étatique a perdu 1,1 million d'emploi (Nolwen Henaff, 2001). Les départs volontaires ont essentiellement concerné les travailleurs qualifiés dont les compétences étaient mieux valorisées dans le secteur privé. A partir de 1989, soit 3 années après le lancement officiel du *Doi Moi*, les mécanismes de marchés commencent progressivement à se substituer au système de planification centralisée. Les subventions sont réduites, voire même supprimées pour certaines. Les entreprises ont également l'autorisation de recruter librement leur main d'œuvre. Amorcée dans l'agriculture, l'extension du secteur privé se poursuit dans les petites activités de commerce et de service. Selon Xuan Dung et al. (2005), le secteur privé a contribué à absorber les effets de rupture liés à la transition (***). La production industrielle étatique se réduit à présent à un petit nombre de grandes entreprises alors que le secteur non étatique, plus nombreux, est très atomisé (****). Il se positionne comme sous traitant des entreprises d'Etat (Xuan Dung et al. 2005). Entre 1988 et 1990, la politique monétaire connaît des transformations profondes (Cuong Vusy, 2009). Le dong est dévalué afin de réduire l'écart avec sa valeur sur le marché informel. Le code sur l'investissement étranger (IDE) n'est approuvé qu'en 1988, soit 2 années après le lancement officiel du *Doi Moi*. La politique d'attraction des IDE est ciblée sur les secteurs exportateurs intensifs en capital et les industries de substitution à l'importation. La création de co-entreprises (avec l'existence de clauses de transferts de technologie) est privilégiée.

L'accélération de la croissance est engendrée par les gains de productivité, l'essor du secteur privé et l'entrée d'investissements étrangers. La diaspora vietnamienne a également joué un rôle très actif dans le financement des activités individuelles.

- **Le Vietnam est à présent un pays très attractif pour les investisseurs étrangers**

L'ouverture de l'économie vietnamienne a été graduelle, contrôlée et ciblée. Selon Xuan Dung et al. (2005), le Vietnam est devenu réellement attractif qu'à partir de 1994, soit 8 années après le *Doi Moi*. Le pays est à présent l'un des principaux récepteurs d'IDE sur le continent asiatique. Le Vietnam a réussi à s'inscrire dans la chaîne de production qui relie les économies du sud-est asiatique (Cuong Vusy, 2009), en particulier avec la Chine (normalisation des relations en 1991).

- **Cuba n'est pas le Vietnam, mais des similitudes existent dans la trajectoire de transition**

Durant la transition, le Vietnam s'est doté de secteurs exportateurs phares (production de chaussures, riz, etc.). Cette perspective de développement est valable pour Cuba qui dispose d'indéniables atouts (notamment une main d'œuvre qualifiée). Ils lui offrent autant de possibilités pour développer des secteurs porteurs, comme par exemple le tourisme, la biotechnologie et la nanotechnologie. Tout comme le Vietnam à la fin des années 1980, l'accès aux financements extérieurs est limité. A l'instar du Vietnam, les investissements étrangers pourraient venir en soutien au processus de réformes et contribuer à l'essor de l'économie cubaine. Cette fonction ne peut être tenue que par les seuls transferts privés ; « *remesas* ». Cuba a également des bénéfices à tirer de son ancrage régional (échanges de savoir faire avec les Antilles françaises, dynamisme de l'économie brésilienne et à terme l'accès au grand marché étasunien, etc.). Alors que d'aucuns pourraient s'étonner de la lenteur du processus de transition économique à Cuba, l'expérience vietnamienne commencée officiellement en 1986 n'est pas encore achevée (****). La transition vietnamienne permet également de déceler les écueils à éviter (mauvaise gouvernance des entreprises publiques, opacité du processus de décisions, absence de réseau organisé de PME, manque de soutien des PME par les politiques publiques, etc.) afin d'éviter l'apparition de tensions susceptible de freiner les ajustements. Parmi les nombreuses leçons qui peuvent être tirées, au moins trois sont à souligner : (i) l'importance du temps (réformes graduelles) pour préserver une certaine stabilité sociale, (ii) la synchronisation (notamment dans l'application des réformes et leur chevauchement) et, (iii) l'importance des acteurs privés tant nationaux qu'étrangers.

Le Vietnam produit du pétrole, ce qui lui assure un apport de devises. Cuba pourrait bénéficier de cette manne financière si les explorations dans ses eaux territoriales se transforment en extraction économiquement viable.

(****) 11^{ème} congrès du parti communiste vietnamien (janvier 2011) a adopté la nouvelle stratégie de développement socio-économique pour la période 2011-2020.

Antoinette Celestin

Antoinette.celestin@dgtresor.gouv.fr

(*) Le Conseil des Ministres a approuvé le 25 mars 2011 la nouvelle politique bancaire de crédit pour les entrepreneurs privées « dans le cadre du soutien à l'actualisation du modèle économique cubain »

(**) Rapport du Conseil des Ministres

Depuis 2008, 1,18 million d'hectares de terres cultivables (63 %) ont ainsi été distribués à plus de 140 000 agriculteurs (70 % sont des novices et 35 % ont moins de 35 ans) en usufruit pour 10 ans.

Sources :

AFP

Cubanews

Cubastandard

Nouvelle politique de crédit pour soutenir les réformes.

Beaucoup placent leurs espoirs sur la mise en place du dispositif n° 51 des *lineamientos*, concernant la création d'un système de crédit pour les entrepreneurs privés. Dans son discours d'inauguration du 6^{ème} congrès, le Chef de l'Etat a confirmé l'octroi de crédits bancaires aux agriculteurs privés et entrepreneurs « *por cuenta propia* », correspondant à la nouvelle politique bancaire entérinée par le Conseil des ministres (*).

- **Octroi de crédits bancaires aux producteurs agricoles pour l'achat « d'outils et équipements dans les commerces de détail, afin d'augmenter la production alimentaire du pays » (**)**

Aucun détail n'a été publié concernant les conditions d'octroi de ces prêts (monnaie de délivrance, possibilité de remboursement en produits agricoles, etc.) mis à part le taux d'intérêt: 3 % les 3 premières années, 5 % les 3 années suivantes et 7 % le reste de la période. 300 agriculteurs de la région de Matanzas avaient déjà bénéficié, à titre expérimental, de microcrédits pour mettre en valeur les terres louées par l'Etat. Le pays s'est engagé dans une relance de la production agricole afin de réduire la facture d'importations chaque année très lourde (1,6 Md USD prévu pour 2011 mais pourrait s'accroître de 25 % du fait de l'envolée des prix mondiaux). Parallèlement à la redistribution des terres en friches, il semble nécessaire de créer des procédures de commercialisation plus rapides afin de mieux équilibrer la production agricole et la demande finale des consommateurs. Ce qui permettra à terme de réduire les pertes résultant des insuffisances du système de distribution.

- **Octroi de crédits aux travailleurs en compte propre afin de financer les dépenses de fonctionnement et d'investissements (main d'oeuvre employée, achats d'intrants et d'équipements)**

Les entrepreneurs privés pourront également « vendre leurs produits et services aux entités publiques à travers l'établissement de contrats entre les deux parties ». Si la nouvelle a été bien accueillie par la population, beaucoup considèrent que le problème majeur reste l'absence d'un marché de gros pour l'approvisionnement. Près de 300 000 entrepreneurs en compte propre sont enregistrés dans le cadre de l'ouverture au secteur privé de 178 activités. Les 2/3 (200 000) se sont inscrits depuis l'annonce en octobre 2010 de l'élargissement des champs d'activités.

- **Le microcrédit, un autre moyen de financer les activités privées**

De nombreux experts ont exprimé leurs doutes sur la capacité des banques cubaines à octroyer des prêts et encouragent donc vivement l'Etat à faire appel à des investisseurs étrangers au travers du microcrédit.

(***) *Cuba Study Group* est une organisation à but non lucrative basée à Washington et qui prône des meilleures relations entre Cuba et les Etats Unis.

(****) Nouvelles directives :

http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/cuba_tr_app.pdf

Voire Lettre de La Havane n° 112 de Janvier 2011

Plusieurs partenaires étrangers semblent déjà disposés à collaborer (Union européenne, Espagne, Brésil, etc.). La diaspora cubaine pourrait également tenir un rôle prépondérant sachant que près de 2 Mds USD seraient transférés chaque année à Cuba aux travers de canaux officiels et informels. *Cuba Study Group* (***) a récemment publié un rapport présentant des propositions incluant des microcrédits pour faciliter la transition du pays. Le groupe a notamment annoncé son intention de lever un fonds de 50 MUSD, pour fournir des prêts aux entrepreneurs cubains. Parmi les diverses propositions du groupe, on peut citer l'utilisation de sites internet tels que www.kiva.org (portail qui permet de choisir l'activité privée à financer), l'implication dans des œuvres de charité (réduction fiscale pour les américains versant des aides aux travailleurs cubains) ou encore l'augmentation du montant des transferts autorisés pour Cuba (actuellement à 2 000 USD par an).

A noter la publication d'une nouvelle directive de l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*) encourageant le financement d'entreprises privées à Cuba. Elle prévoit notamment la création d'une catégorie de licence pour les transferts excédents 2 000 USD à destination « d'individus ou d'entités non gouvernementales pour appuyer le développement d'entreprises privées, incluant les fermes de petite taille » (****). Les transferts de moins de 2 000 USD par an peuvent se faire sans licence.

TOURISME

Liana Carboneres

Liana.Carboneres@dgtresor.gouv.fr

Sources :

www.opciones.cu

www.absolut-cuba.com

www.cubasi.cu

www.elnuevoherald.com

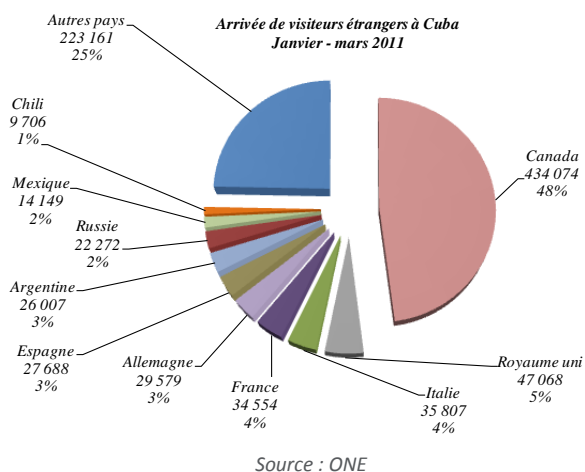
www.thehavanaconsultinggroup.com

Bonne tenue du secteur touristique au 1^{er} trimestre 2011

- Le nombre de touristes a progressé de 11,4 % sur un an

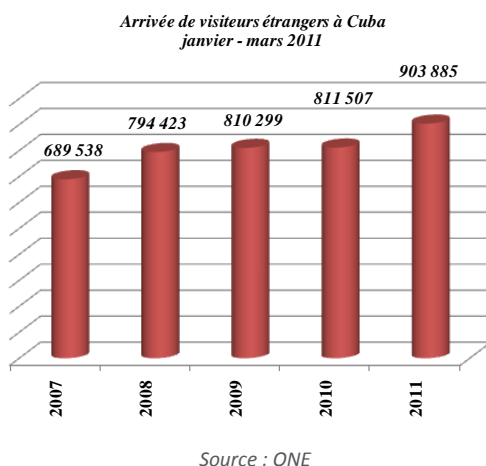
A la fin de la première quinzaine du mois d'avril, le ministère du Tourisme cubain (MINTUR) a annoncé l'arrivée du millionième touriste étranger sur l'île, seuil symbolique atteint avec 2 semaines d'avance par rapport à 2010. D'après les données publiées par l'ONE (Oficina Nacional de Estadísticas), le nombre de touristes augmente continuellement depuis 2007, en particulier durant le 1er trimestre de l'année (janvier-mars). En 2011, la croissance s'est établie à 11,4 % par rapport à la même période en 2010. Le Canada consolide sa place dominante sur la destination Cuba, avec 48 % du total des visiteurs durant la période. Il est suivi – de loin – par le Royaume Uni (5,2 % du total), l'Italie (4,0 %) et la France (3,8 %). Cette dernière a gagné une place par rapport à l'Allemagne pour se positionner au 4^{ème} rang (l'Allemagne est au 5^{ème} rang avec 3,3 % du total).

D'après les déclarations de José Manuel Bisbé, directeur commercial au MINTUR, 2 700 000 visiteurs étrangers pourraient se rendre à Cuba en 2011. Les recettes pourraient augmenter de 33% cette année. Le tourisme représente la 2^{ème} source de recettes de devises pour le pays, derrière les services techniques et professionnels.



Le tourisme constitue un secteur stratégique dans le programme «d'actualisation du modèle économique cubain» entrepris par le président Raúl Castro. Les réformes annoncées portent sur la diversification et l'élargissement des offres.

Dans le projet de « *Lineamientos* » discuté durant le 6^{ème} Congrès du PCC, le chapitre IX est dédié à la politique future dans ce secteur.



La Secrétaire d'Etat mexicaine au Tourisme a participé à FITCUBA. Elle a présidé la délégation de son pays, et présenté les « 10 routes touristiques du Mexique » ainsi que 30 000 sites archéologiques. Une rencontre avec le Ministre du Tourisme cubain avait pour but d'élargir les actions de coopération dans ce secteur, y compris la promotion du produit touristique multidestinations.

D'après les informations du MINTUR, le dynamisme de certains marchés notamment celui du Canada, de la Russie et de l'Argentine, ont encouragé cette progression. Parallèlement, il faut noter la poursuite de l'augmentation des offres de chambres dans certaines zones, tel qu'à Cayo Santa Maria, au nord de la province Villa Clara, et à Varadero ; ainsi que le renouvellement d'une partie importante des installations, y compris de la chaîne hôtelière Sol Melia. La reprise des croisières, avec en outre l'arrivée des navires Thomson Dream, Gemini, Discovery et Adriana, a aussi influencé positivement ce résultat.

▪ **FITCUBA 2011**

L'événement le plus important de l'industrie touristique cubaine (Foire Internationale du Tourisme : FITCUBA) a eu lieu du 2 au 7 mai au Park-Musée Morro Cabaña, à La Havane. Lors du salon, les agences de voyage, opérateurs touristiques, hôtels, restaurants et institutions culturelles du pays se réunissent avec pour objectif de présenter leurs produits et services, et bien sûr, de promouvoir Cuba à l'étranger. Dans cette perspective, c'est un événement prisé pour établir des relations d'affaires avec les professionnels du secteur.



Plus de 2 000 participants de plus de 40 pays étaient annoncés. La XXXI^{ème} Foire internationale du tourisme a renforcé l'offre de produits « multidestinations » (circuit comprenant plusieurs villes à l'intérieur d'un pays ou d'une région) avec La Havane qui pourrait devenir un pôle touristique majeur. Le Mexique était cette année le pays invité d'honneur.

La région des îlots du Nord de Villa Clara et Varadero ont le plus bénéficié des investissements d'infrastructures en 2010. Les îlots au nord de la région centrale du pays continueront à jouer un rôle privilégié dans ce programme d'investissements.

Cayo Santa María connaît depuis 2001 un essor touristique accéléré. A l'heure actuelle, le cayo dispose de 4 973 chambres disponibles, dont 93,4% appartiennent à des hôtels 5 étoiles.

Après 11 éditions de FITCUBA effectuées au Park Morro-Cabaña, l'édition 2012 aura lieu à Cayo Santa María avec l'Argentine comme pays "invité".

▪ Discours du Ministre du tourisme

Lors d'une conférence organisée par la FITCUBA, le Ministre de Tourisme, Manuel Marrero Cruz, a confirmé la croissance du secteur touristique cubain ainsi que la hausse des escales de croisières à La Havane notamment lors de l'hiver 2010/2011, ce qui a permis la multiplication par 6 du nombre de touristes de croisière. Le ministre a souligné la performance de Cuba qui se place au 3^{ème} rang des destinations touristiques dans la région des Caraïbes, et ce malgré les restrictions imposées par l'embargo. La poursuite des investissements dans les infrastructures touristiques est citée comme une des priorités du développement de l'économie nationale. Des négociations sont déjà en cours avec des compagnies étrangères pour constituer des sociétés mixtes dans divers projets immobiliers. Le Ministre a également mis en exergue le rôle de Gaviota, devenu le principal groupe hôtelier et touristique du pays. Gaviota développe une stratégie de diversification de ses offres, avec des investissements dans des marinas, delphinariums, villages touristiques et terrains de golf.

▪ Festival Gourmet International

La troisième édition du *Festival Gourmet International*, la plus importante rencontre du secteur de la restauration et des services hôteliers à Cuba, s'est déroulée du 6 au 8 avril 2011 au Centre des conventions de la Place des Amériques à Varadero. Onze fournisseurs et environ 200 produits en provenance de plusieurs pays, y compris des Etats-Unis, ont été présentés. Le ministère du Tourisme et le groupe Palmares ont organisé cet événement. Des conférences et activités de dégustation ont eu lieu afin de mieux faire connaître les cuisines autochtones et régionales. Le secteur du vin a été à la fois très présent et très impliqué dans l'événement : des vins français, espagnols, chiliens, argentins et australiens ont été exposés, au côté de produits aussi divers que le whisky, le gin, les cigares et le chocolat. Les producteurs de vins Fraixenet, Torres, MG et Pucara ont participé à la foire. L'entreprise espagnole Ibero Trust de Mercados S.A a profité de l'occasion pour lancer sur le marché cubain les whisky Cutty Sark (également connu sous le nom El Velero, c'est le whisky le plus vendu aux Etats Unis), the Famous Grouse, Highland Parl et The Macallan. Cette entreprise, présente à Cuba depuis plus de 10 ans a aussi présenté plus d'une vingtaine de vins d'origine espagnole, portugaise, française et chilienne.

Des réglementations spécifiques se préparent depuis quelques mois, concernant surtout la problématique des investisseurs étrangers qui achètent des propriétés immobilières à Cuba. Elles pourraient notamment revoir la nature des contrats et les modalités concrètes d'association entre les investisseurs étrangers et les entités publiques cubaines.

(*) Le territoire fait face à Cancun.

(**) intervention lors de l'Assemblée nationale en août 2010 et lors de l'ouverture de la Foire Internationale du Tourisme 2010.

▪ **Négociation pour la construction de terrains de golf**

L'entreprise espagnole La Playa Golf & Resorts S.L. a annoncé la tenue de négociations avec les autorités cubaines pour la construction d'un grand complexe de golf (7 terrains) et d'une marina dans la péninsule de Guanahacabibes, à l'extrême ouest du pays (côtes occidentales dans le Golf du Mexique)(*). Le complexe couvrirait une superficie de 4 000 hectares et comprendrait des appartements, villas, 3 hôtels, une école de golf, un port pour diverses activités nautiques, un club sportif de pêche et un centre d'équitation. Ces derniers mois, des rumeurs avaient circulé sur 4 projets combinant construction immobilière et terrains de golf. Ces 4 projets seraient situés 1) à Guardalavaca (province d'Holguin), avec des investisseurs canadiens ; 2) à Bahía Honda, Pinar del Río, à l'Ouest de La Havane, avec un groupe anglo-espagnol ; 3) à Jibacoa, à l'Est de La Havane, avec une entreprise canadienne (Leisure Canada Inc), et 4) près de Varadero, avec un groupe britannique (Esencia Hotels & Resorts), projet dénommé Carbonera Country Club Resort.

Selon le Ministre du Tourisme, Manuel Marrero Cruz (**), au total 16 projets seraient en cours de discussion.

ENERGIE

Antoinette Celestin

Antoinette.celestin@dgtresor.gouv.fr

L'énergie primaire fait référence aux sources d'énergies brutes disponibles dans la nature (hydrocarbures, soleil, bois, etc.) et qui sert à la production de l'énergie finale (celle utilisée par le Consommateur)

Source :

Office National des Statistiques

Point sur les énergies renouvelables

▪ **Légère baisse de l'apport énergétique des énergies renouvelables**

L'Office National des Statistiques vient de publier ses chiffres 2010 sur les énergies renouvelables. En 2010, les énergies renouvelables ont représenté 18,8% du total de la production d'énergie primaire du pays, ce qui représente une baisse de 4,1 en point de pourcentage par rapport à 2009. La bagasse (résidu fibreux extrait de la canne à sucre après pressage) et le bois sont les principaux composants énergétiques de la biomasse à Cuba et tous deux diminuent respectivement de 17,4% et 34,3% sur la période.

Les énergies renouvelables ne constituent qu'une très faible partie dans le bouquet énergétique cubain. En 2009, la combustion de bagasse a produit 2,9% du total d'électricité générée et l'énergie hydraulique, 0,9% du total. Les énergies solaires et éoliennes représentaient quant à elles, seulement 0,2% du total de la production. Les investissements dans le secteurs sont limités par les contraintes financières et les technologies (principalement étrangères) sont très coûteuses.

Les provinces de Sancti Spiritus, Holguín, Las Tunas, Villa Clara et Granma représentent un potentiel important. En 2010, elles ont fourni près de 66,3% de l'énergie éolienne totale.

Selon IPS (2009), la production d'énergie éolienne a permis en 2008 d'éviter l'importation de près de 2 200 tonnes de pétrole et le rejet de 8 000 tonnes de CO₂.

- **L'énergie éolienne, une source à fort potentiel mais pas assez exploitée**

Malgré la place très réduite qu'occupe l'énergie éolienne dans l'offre énergétique globale (0,1%), le potentiel du pays est considérable et s'élèverait à 5 000 MW, contre seulement 15 MW actuellement produit dans les trois parcs éoliens de Los Canarereos (Isla de la Juventud), Gibara et Turiguanno.

Le pays compte 5 853 dispositifs fonctionnant à l'énergie éolienne, dont 99% sont des moulins à vent. Un dixième cependant est hors d'usage en raison du manque de maintenance et de crédits. Le Ministère des Industries de base a lancé un programme de développement du secteur avec l'objectif ambitieux de produire 500 MW en 2020. Ce chiffre semble toutefois difficile à atteindre en raison du manque de financement.

- **L'énergie solaire, un atout indéniable grâce à la localisation géographique de Cuba**

En 2010, l'énergie produite par les dispositifs solaires est en hausse de 7,3% par rapport à 2009. Cuba bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel puisque chaque mètre carré du pays reçoit environ 2 300 kWh par an (contre 2 000 en France). C'est une moyenne stable et quasi homogène sur l'ensemble du territoire. L'Orient regroupe près de 67% des dispositifs solaires du pays (provinces de Las Tunas, Holguin, Granma, Santiago de Cuba et Guantánamo). Les dispositifs solaires (93 % de panneaux photovoltaïques et 7% de chauffe eau) permettent d'atteindre une partie des 5% des foyers qui ne sont pas raccordés au réseau électrique. Si les installations éoliennes sont principalement importées, une partie des panneaux solaires est produite localement dans l'usine Ernesto Che Guevara dans la province de Pinar el Rio (assemblage de cellules provenant d'Espagne) mais l'usine souhaite à terme couvrir l'ensemble des besoins. Grâce à l'installation d'une nouvelle ligne de production dans le cadre de projets ALBA, la production annuelle devrait à terme atteindre 10 MW (contre 2 actuellement).

- **Développement de l'énergie hydroélectrique malgré l'absence de fleuves importants**

Le territoire cubain se caractérise par de nombreux petits fleuves (85% font moins de 40 km de long) répartis sur 563 bassins. Cette répartition des cours d'eau permet certes un maillage homogène des unités hydroélectriques mais le faible débit des fleuves ne permet pas d'atteindre une puissance élevée. Le pays compte 180 unités hydroélectriques mais seulement 1/10 du potentiel hydroélectrique de l'île (estimé à 650 MW) est en exploitation. La production d'hydroélectricité est très fluctuante car elle dépend fortement du débit

des cours d'eau et des précipitations. En 2010 la production est retombée sous la barre des 100 Gigawatts-heure (96,6 GWh) et la tendance baissière devrait se poursuivre en 2011.

▪ **L'importance de la biomasse**

Les sources de la biomasse à Cuba sont la bagasse et marginalement le bois. La quasi-totalité de la bagasse produite est consommée à des fins énergétiques (en 2008, 12 millions de tonnes de canne moulues ont permis de produire 3,5 millions de tonne de bagasse). Historiquement la bagasse fournissait 1/3 des ressources énergétiques du pays. Touchée par l'effondrement de l'industrie sucrière(*) la bagasse ne représente plus que 3% de la production d'électricité à Cuba.

Selon l'agence de promotion des énergies renouvelables de Cuba, la quantité de bois (issu des forêts et plantations de l'île) exploitables pour la production énergétique sans risque d'affecter l'équilibre écologique est estimée à 3,5 millions de m³ par an. La consommation annuelle des dix dernières années n'a pourtant pas atteint ce palier, ce qui prouve la durabilité de cette source d'énergie. Les autorités mènent une politique ambitieuse de reforestation(**) à des fins écologiques et énergétiques. Initiée en 1998 cette politique a permis d'augmenter de 100 000 hectares la surface forestière.

▪ **Une industrie du biogaz encore à ses débuts**

L'industrie de biogaz se résume actuellement à quelques unités de fermentation de déjections bovines (province de La Havane) et à des réalisations d'ONG (province de Camagüey) dans les années 90. Un plan national est en cours avec pour objectif de doter près de 150 fermes et structures agricoles d'unités de production de biogaz et assurer par cette voie leur indépendance énergétique. Cependant la structure du secteur agricole (composée d'exploitations de taille modeste) ne permet pas pour l'instant de garantir des rendements élevés.

Malgré la volonté des autorités de montrer la voie d'un développement durable, la réalisation des projets d'énergie renouvelables (excepté la biomasse) se révèle complexe. Néanmoins la biomasse demeure un segment productif sur lequel le pays peut compter et qui ne nécessite pas d'investissements lourds. La bagasse, de par la facilité de sa production et la faible pollution dégagée semble être une solution avantageuse pour l'alimentation des centrales thermoélectriques. Des efforts restent toutefois à faire sur le maintien et l'agrandissement de ces centrales, mais également sur la relance de l'industrie sucrière.

(*) selon le journal Granma, la récolte en 2008 a été la pire récolte enregistrée depuis 1905

(**) Représentant près de 90% du territoire au début du 19^{ème} siècle, la superficie des forêts a fortement diminué pour ne plus s'élever qu'à près de 14% en 1959.

AGRICULTURE

Liana CARBONERES

liana.carboneres@dgtresor.gouv.fr

Sources :

www.granma.cubaweb.cu

www.elpais.com

<http://futurescorner.blogspot.com>

(Reuters)

ONE

Le rendement moyen est de 27 tonnes par hectare, ce qui demeure inférieur de moitié à la moyenne obtenue dans les années 80 mais aussi inférieur aux résultats des principaux producteurs mondiaux.

La consommation nationale de sucre (en moyenne de 700 000 t/an) a diminué de 100 000 tonnes en 2010, en raison de la réduction de la distribution mensuelle subventionnée dans la «libreta».

L'exportation de 400 000 tonnes annuelles en Chine se maintient.

La production du sucre à Cuba a constitué pendant de nombreuses années la source essentielle des recettes d'exportation (80% en 1990), tandis qu'en 2008, ce chiffre ne dépassait pas 5% du total des exportations.

Le secteur non étatique (coopératives et petits agriculteurs) a acquis un poids croissant depuis 1992/93. Cependant, à partir de 1995, l'on observe une tendance à la baisse jusqu'en 2007. La nouvelle politique annoncée dans les «Lignes directrices du PCC» devrait garantir une montée en puissance du secteur privé, ainsi qu'une croissance générale de la surface cultivée.

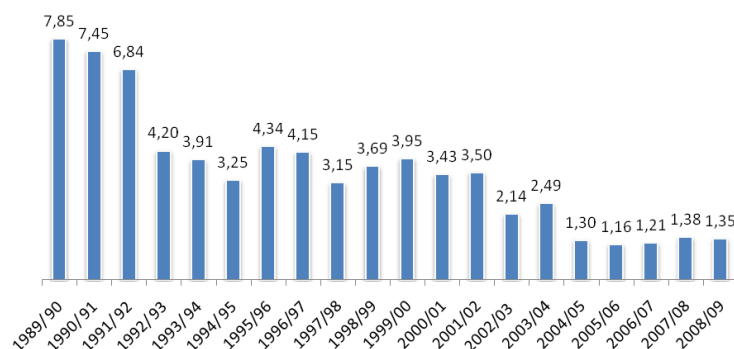
Production de sucre à Cuba

Le 18 avril, Liobel Pérez, Chef du Bureau de Communication Institutionnelle du Ministère de l'Industrie Sucrière (MINAZ) de Cuba a révélé aux médias l'accomplissement du plan pour la récolte 2010-2011 avec un mois d'avance (la campagne couvre la période de décembre à mai, mais la majeure partie de la production se réalise généralement entre janvier et avril).

Le 4 mai, le quotidien Granma indiquait que la production sucrière de l'actuelle campagne était légèrement supérieure au plan (106%), sans annoncer de chiffres précis. L'objectif du plan se situe autour du niveau de production atteint lors de la campagne 2009-2010, soit 1,1 million de tonnes selon les médias. D'après l'agence Reuters, la production actuelle atteindrait près de 1,15 million de tonnes.

Production de sucre à Cuba

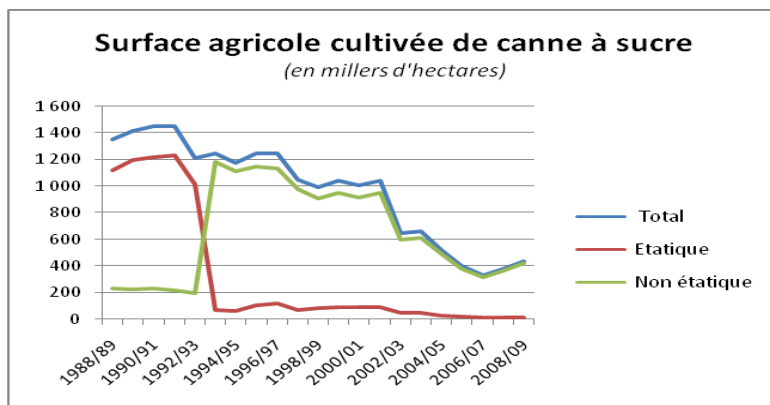
(En millions de tonnes)



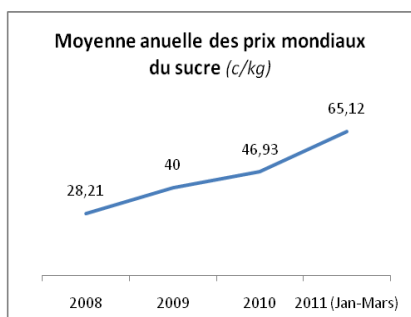
Source : ONE

La campagne 2009-2010 marque un point critique pour Cuba, dont la production sucrière n'a cessé de diminuer à la suite de l'effondrement du bloc soviétique. Cette tendance s'est accentuée après 2002, lorsqu'un processus de restructuration du secteur a été initiée pour redresser les rendements, en diminuant les surfaces cultivées de canne à sucre et en réduisant le nombre de centrales sucrières en fonctionnement avec pour conséquence entre autres le reclassement d'une partie de la main d'œuvre du secteur. (voir *Lettre de La Havane mai 2010*)

Début 2010, les autorités annoncent le remplacement du ministre compétent, ainsi que l'application de mesures d'urgence pour relancer la production sucrière, censée être la locomotive de l'économie cubaine depuis le XIX^{ème} siècle. Les résultats de la campagne 2009-2010 avaient été qualifiés par la presse locale comme les plus mauvais depuis 1906. Autant dire que cette reprise de la production et l'atteinte des objectifs du plan pour la première fois depuis 20 ans redonnent espoir à un secteur considéré comme sinistré.



Source : ONE



Source : *Commodity Markets Review*, Banque Mondiale, 2001

D'après le représentant du MINAZ, sur les 35 centrales sucrières en fonctionnement dans la campagne actuelle, 90% ont atteint les objectifs prévus. Sur les 13 provinces du pays, Mayabeque est la seule à ne pas avoir atteint ses objectifs de production. Certaines mesures annoncées ces dernières années n'ont réellement commencé à s'appliquer que depuis la campagne 2010/2011 : réutilisation d'équipements agricoles à l'abandon, hausse de l'octroi de terres en usufruit conformément au décret loi n° 259, rapprochement de la localisation des terres cultivées aux centrales sucrières.

En 2010, diverses informations ont circulé dans la presse concernant des projets d'investissements étrangers dans le secteur mais sans aucune confirmation depuis.

AGENDA

Christian BENOIT

christian.benoit@dgtresor.gouv.fr

Réunion gratuite mais inscription préalable obligatoire dans la limite des places disponibles avant le 18 mai 2011 à l'adresse suivante :
 cd.institutdesameriques@gmail.com
 tél : 01.57.27.90.40 / fax : 01.57.27.90.7

Séminaire ALBA

Un séminaire dans le cadre des Mercredis de l'Institut des Amériques :

« ALBA - TCP, NOUVEL ACTEUR INTERGOUVERNEMENTAL EN AMÉRIQUE LATINE »

Mercredi 25 mai 2011 de 8 h 15 à 12 h 50

PROGRAMME :

Débats animés par Stéphane WITKOWSKI

Délégué partenariats-développement de l'Institut des Amériques (IDA), Vice-président de la commission Amérique latine et Caraïbes des conseillers du commerce extérieur de la France

TRES IMPORTANT :

Le séminaire Alba et l'atelier Cuba se tiennent consécutivement pour permettre aux entreprises intéressées par les sujets de participer aux deux évènements.

* **ALBA-TCP** : Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des Peuples

* **Empreven** (Empresarios por Venezuela) est un groupement d'entreprises très actif d'environ 300 000 membres (PME). Il encourage des alliances stratégiques avec les différents acteurs de l'économie nationale, l'investissement privé

8 h 15 – 8 h 45 : Accueil des participants

8 h 45 : Mots de bienvenue, par M. Jean-Marc PASTOR, questeur du Sénat

8 h 50 : Ouverture du colloque, par Mme Elisabeth BETON-DELEGUE, directeur des

Amériques et Caraïbes du ministère des Affaires étrangères et européennes, M. Roosevelt SKERRIT, Premier ministre de La Dominique (sous réserve) et M. Amenothep ZAMBRANO, secrétaire exécutif de l'ALBA-TCP

9 h 20 -10 h 15 : UN MODE ORIGINAL D'INTEGRATION RÉGIONALE

- Qu'est-ce que l'ALBA-TCP ?, par Mme Mélanie ALBARET, docteur en science politique de l'IEP de Paris (sous réserve)
- Principes et valeurs de l'ALBA-TCP, par M. Andrès BANSART, professeur émérite de l'Université de Tours, directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine et des Caraïbes (Caracas)
- Quel poids géopolitique et économique ?, par M. Arnoldo PIRELA, professeur émérite de l'Université centrale du Venezuela (UCV), (Caracas), professeur invité de l'IHEAL
- L'ALBA-TCP, facteur d'intégration énergétique régionale ?, par M. Guillaume FONTAINE, chargé de recherche auprès de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) (Ecuador), professeur invité de l'IHEAL

10 h 15 –11 h 15 : NAISSANCE ET PERSPECTIVES D'UNE MONNAIE COMMUNE

Panel animé par M. Carlos QUENAN, professeur d'économie (IHEAL), vice-président de l'IDA

- Le SUCRE, * ECU de l'ALBA-TCP ?, par M. Manuel CEREZAL, professeur au Centre d'études en économie politique de l'Université bolivarienne (Caracas) et conseiller du Centre d'études politiques et sociales (CEPS) auprès des autorités politiques de l'ALBA-TCP
- La Banque de l'ALBA, par M. Pedro PAEZ, ancien ministre (Equateur), président de la commission présidentielle pour l'élaboration de la nouvelle architecture financière
- Quel rôle pour l'ALBA-TCP dans la géopolitique du continent ?, par M. Endomar TOVAR, économiste, vice-président de la Banque centrale du Venezuela

11 h 15 – 12 h 40 : INVESTISSEMENTS, COOPERATIONS ET OPPORTUNITES D'AFFAIRES

- Los Proyectos grannacionales, par Son Exc. Orlando REQUEIJO GUAL, Ambassadeur de Cuba en France
- Quelles alliances stratégiques et projets de coopération avec les entreprises de l'ALBA-TCP?, par M. Alejandro UZCATEGUI, président et fondateur d'EMPREVEN*
- Petit vade-mecum pour investir dans les pays de l'ALBA-TCP. La question de transferts de technologie, par M. Victor HINOJOSA, chef du programme Amérique latine et Caraïbes de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI, Vienne)

étranger, la coopération internationale et joue un rôle significatif dans le programme de relance du logement social. Francophone, ayant étudié en France, M. UZCATEGUI souhaite promouvoir les partenariats entre ses membres et des entreprises françaises.

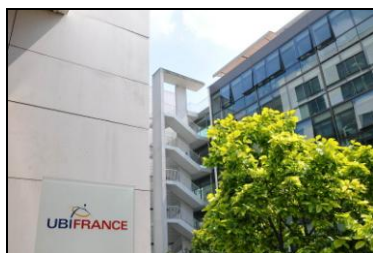
- Témoignages :
- ALCATEL LUCENT, par M. Philippe DUMONT, président d'ALCATEL LUCENT SUBMARINE NETWORKS (ASN)
- SANOFI – AVENTIS, par M. Hugues LEBEAU, directeur des Affaires publiques (sous réserve)
- Débat avec des entreprises françaises (ALSTOM, FRANCE TELECOM, ACCOR) et des représentants de groupes en provenance des pays de l'ALBA-TCP (ALBATEL, PESCALBA, ALBA PHARMA...)

12 h 30 – 12 h 40 : Clôture du colloque, par M. Jean-Michel BLANQUER, président de l'IDA suivie d'un déjeuner buffet pour l'ensemble des participants

Atelier Cuba

Christian BENOIT

christian.benoit@dgtresor.gouv.fr



CUBA, un marché stratégique dans la Caraïbe

Atelier pays UBIFRANCE

Ubifrance, 77 Bd Saint Jacques,
75014
Paris

Mercredi 25 mai 2011 de 15h
à 17h30

Plaquette de présentation de l'atelier et engagement de participation disponibles sur demande.

Ubifrance organise cette année pour la première fois depuis plus de trois ans un séminaire d'information sur Cuba et son économie à Paris.

Cet atelier est destiné d'une part aux entreprises n'ayant aucune connaissance sur ce marché pour leur donner l'essentiel de ce qu'il faut savoir avant d'entamer la moindre démarche commerciale ou d'investissement.

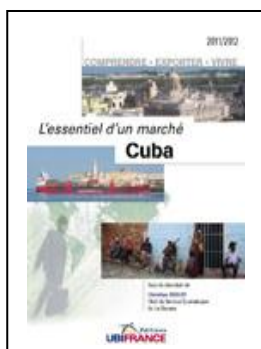
Mais il est également essentiel pour tous les cadres ou responsables d'entreprises qui travaillent déjà avec ce pays mais qui souhaitent simplement mettre à jour leurs informations, développer des contacts avec des entreprises commerçant déjà régulièrement avec Cuba ou avec l'un ou l'autre des intervenants (présence des deux ambassadeurs et des conseillers économiques).

PROGRAMME

- 14h30 : Accueil des participants
- **Modérateur : Stéphane WITKOWSKI, Délégué Partenariat et développement, Institut des Amériques, et Vice-président de la commission Amérique latine et Caraïbes du CNCCEF**
- 15h00 : Ouverture : Pierre VINCENSINI, Chef du Département Intelligence Marchés, UBIFRANCE
- 15h10 : Le contexte politique et économique actuel à Cuba et les opportunités pour les entreprises françaises
Son Exc. Jean MENDELSON, Ambassadeur de France à Cuba
Christian BENOIT, Chef du Service Economique à La Havane
- 15h40 : Aspects financiers – Risques pays : les limites et les enjeux
Evelyne COLLIN, Adjointe du Chef de département matières premières et mines, Société Générale
- 15h55 : Aspects juridiques. Maître Gilles BOUYER, Avocat à la Cour
- 16h10 : Débat avec la salle


UBIFRANCE
ET LES
MISSIONS ÉCONOMIQUES

Vous pourrez également acquérir à cette occasion et à des conditions privilégiées, le guide d'affaires « l'essentiel d'un marché Cuba » qui vient de sortir de presse. (voir photo ci-jointe)



- 16h20 : Le développement d'une marque à Cuba
Olivia LAGACHE, Directrice juridique, Havana Club International
- 16h30 : Expériences d'entrepreneurs français :
Le marché agroalimentaire, Jean-Pierre DRESTI, Conseiller du Président, Groupe Soufflet.
Vendre des biens industriels, Fabien BUHLER, Président directeur général, Devexport
Le marché des télécommunications, Fadi RAAD, Directeur général délégué international, Alcatel-Lucent
- 16h50 : La pratique des affaires
Benoit CROONENBERGHS, Directeur général, BDC International Cuba, CCEF
- 17h10 : Débat avec la salle
- 17h20 : Conclusion :
Son Exc. Orlando REQUEIJO GUAL, Ambassadeur de Cuba en France
- 17h30: Cocktail offert par Ubifrance et Havana Club International

Les personnes intéressées sont donc vivement invitées à participer à cet atelier et à s'inscrire auprès de Thérèse Grigaut ou de Françoise Bonnaffoux

Thérèse GRIGAUT

Chef de projet

01 40 73 32 33

therese.grigaut@ubifrance.fr

Françoise BONNAFFOUX

Assistante

01 40 73 35 35

francoise.bonnaffoux@ubifrance.fr

Visite du CIGB

Visite d'une délégation du Centre d'ingénierie génétique et de biotechnologie de La Havane à Paris du 21 au 28 mai 2011

A l'initiative du Service de coopération et du Service économique de l'Ambassade de France à Cuba, deux représentants, M. Gerardo Guillén, Directeur de la recherche biomédicale et M. Ricardo Silva Rodriguez, Chargé du développement commercial du CIGB se rendront en France pour un programme de visite et de rencontres incluant les instituts Pasteur de Paris et de Lille, l'INSERM, les entreprises Wittycell et Zophis, France Biotech et surtout la Génopole d'Evry.

Ils présenteront le savoir-faire de leur centre et les réussites de la recherche et développement des biotechnologies cubaines dans ce secteur d'activité, qui compte parmi les principales ressources d'exportation du pays. Ils souhaitent également développer des partenariats avec les laboratoires de recherche et les entreprises françaises que ce soit en matière de co-développement, d'essais cliniques ou de commercialisation sur des marchés tiers.

Christian BENOIT

christian.benoit@dgtresor.gouv.fr

LETTRE EXPRESS

Commentaires

lahavane@dgtresor.gouv.fr

Sources :

www.rfi.fr
www.reuters.com
www.elmundo.es
www.elnuevoherald.com

Sources :

Diario de Cuba
Oficina Nacional de Estadísticas
Cubanews
Granma
EIA

Lettre express

Renchérissement de la facture d'importations de 800 MUSD. Elle s'explique par la hausse des prix mondiaux de l'alimentaire. Le Chef de l'Etat, Raúl Castro, a annoncé des ajustements dans le volume de produits importés.

Hausse du prix des huiles comestibles. Le prix des huiles comestibles a augmenté début avril de 5 % à 11 % selon le produit. Les autorités justifient cette hausse par le renchérissement des prix mondiaux du soja notamment.

Forte progression du transport privé de passagers. Selon les données de l'ONE, le volume de marchandises transportées en 2010 se réduit de 15 % sur un an, pour atteindre 44,6 millions de tonnes. Le transport public de passagers (49 % des personnes transportées) recule de 1,7 %. *A contrario*, le nombre de personnes utilisant des « moyens de transport alternatifs » progresse de 5,2 % (dont +11 % pour le transport par véhicules privés).

Visite de 3 jours à Cuba de l'ancien Président américain (1977-1981) et prix Nobel de la paix (2002), Jimmy Carter . Il s'est rendu à Cuba du 28 au 31 mars 2011 (2^{ème} visite après celle de 2002). Lors de la conférence de presse, Jimmy Carter a appelé à la libéralisation des « 5 cubains » détenus aux Etats-Unis et d'Alan Gross, l'américain condamné à 15 ans de prison à Cuba. Il a également souhaité la levée de l'embargo américain.

40 % des entreprises auditées en 2010 sont mal gérées. Parmi les problèmes détectés, se trouvent des lacunes dans l'inventaire, l'organisation, la collecte de fonds et le paiement sans justificatif. Selon le contrôleur général Gladys Bejerano, 750 autres institutions seront contrôlées entre le 25 avril et le 31 mai.

Décision défavorable de la justice américaine pour Pernod Ricard. Le 29 mars dernier, par deux voix contre une, la Cour d'appel du district de Colombia a rejeté la demande de renouvellement de licence pour commercialiser la marque *Havana Club* sur le territoire américain.

© 2011 – Ubifrance et les Missions économiques.

Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'UBIFRANCE et des Missions économiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L. 335-2 et L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

UBIFRANCE et les Missions économiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans cet ouvrage ont été vérifiées avec le plus grand soin. UBIFRANCE et les Missions Économiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

Éditeur : Service économique – Ambassade de France à Cuba

Adresse :

Miramar Centro de Negocios
Edificio Santiago #308, 5^{ta} Av. y 78n,
Miramar, La Havane, Cuba

Directeur de la publication :

Christian BENOIT christian.benoit@dgtresor.gouv.fr

Revue par : Felix MWENETOMBWE

felix.mwenetombwe@dgtresor.gouv.fr

Date de parution : 15/05/2011

ISSN : Portail Marchés Extérieurs – 1638 - 1610

Tarif annuel (11 numéros) : 77 € H.T.

Abonnement en ligne :

<http://www.ubifrance.fr/prestations/conseil/marches-et-secteurs/lettre-de-veille-geographique.html>

Email abonnement : yanela.laffitta@dgtresor.gouv.fr



UBIFRANCE
ET LES
MISSIONS ÉCONOMIQUES